

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83000 Toulon

Toulon, le 7 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COCA COLA MIDI SAS

PARC D'ACTIVITES DU PLATEAU DE SIGNES
avenue de Berlin
83870 Signes

Références : D-UD83-2025-0431
Code AIOT : 0006400210

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement COCA COLA MIDI SAS implanté 99 AV DE BERLIN PARC D'ACTIVITES DU PLATEAU DE SIGNES, 83870 SIGNES. L'inspection a été annoncée le 01/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COCA COLA MIDI SAS
- 99 AV DE BERLIN PARC D'ACTIVITES DU PLATEAU DE SIGNES 83030 TOULON CEDEX 9 83870 SIGNES
- Code AIOT : 0006400210
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Avec 230 salariés sur le site, les activités de l'usine Coca-Cola Midi sont principalement la fabrication de concentrés, sous forme liquide ou sous forme de poudres, leur conditionnement et leur stockage avant expédition.

L'activité est composée des phases suivantes :

- Réception et stockage de matières premières liquides et solides ;
- Préparation, dosage et mélange ;
- Conditionnement ;
- Stockage et expédition des produits finis liquides ou solides.

Thème de l'inspection :

Plans d'urgence : conformité du Plan d'Opération d'Interne à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Définition des responsabilités	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V.a et b	Demande d'action corrective	3 mois
5	Communication avec les services d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V.f	Demande d'action corrective	3 mois
7	Stratégie d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V.c	Demande d'action corrective	3 mois
9	Action régionale 2022 POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	3 mois
12	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V.g	Demande d'action corrective	3 mois
13	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	Système d'alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V.d	Sans objet
4	Information de l'administration	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V.e	Sans objet
6	Lien avec EDD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe III.I.4.b	Sans objet
8	Disponibilité des moyens	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
10	Mesures d'atténuation hors site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V.h	Sans objet
11	Remise en état du site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V.j	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un POI présentant les informations minimales prévues dans l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. En revanche, le caractère opérationnel de l'organisation prévue n'a pas été démontré.

Il foisonne d'acteurs et de missions sans qu'ils ne soient connectés entre eux. Une place prépondérante est donnée aux 2 responsables du service HSE. Ce système ne permet pas de garantir la disponibilité des moyens humains en tout temps.

De plus, il faut améliorer le format des documents .Ils doivent être synthétiques pour juguler le sinistre rapidement et faciliter les prises de décisions. L'état des stocks mérite d'être revu en ce sens.

Le personnel Sécuritas et en particulier celui de leur Chef semble être un pilier à la fois pour les décisions et l'organisation. L'Inspection rappelle que le rôle et l'autonomie des prestataires doivent rester à un niveau d'information ou d'exécution. Toutes les prises de décisions relèvent exclusivement de Coca-ColaCompagny.

En conclusion, bien que l'exploitant dispose d'un POI conformément aux nouvelles exigences réglementaires, cet outil n'est pas encore bien maîtrisé par l'exploitant et doit être amélioré.

Coca Cola Compagny doit réaliser un exercice POI avant le 1^{er} janvier 2026 et pourra utilement utiliser le retour d'expérience de cet exercice afin d'améliorer le contenu de son POI. L'inspection des installations classées rappelle que pour être qualifié d'exercice POI, l'ensemble de la chaîne de gestion d'accident doit être testé (alerte, action sur le terrain, salle de crise...) afin que tous les acteurs des différents niveaux participent. Des exercices hors heures ouvrées devront régulièrement être organisés pour tester la rapidité de grèvement de la cellule de crise et la temporalité de toutes les actions en effectif restreint.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; [...]
Constats : La dernière version du POI est la version 4 du 23/06/2025. Cette mise à jour concerne des modifications mineures et n'a pas été transmise à l'extérieur de l'établissement. La mise à jour du POI a été transmise en version papier à chaque membre du CODIR ayant un rôle dans la gestion de crise bien que la liste de diffusion du POI ne le prévoit pas. Il est également disponible en version informatique sur le réseau. En général, la mise à jour du POI est transmis en version informatique au SDIS (service prévision), à la DREAL (unité départementale), à la préfecture et à la gendarmerie nationale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à l'inspection, l'exploitant a démarré la mise à jour de son POI. La version projet transmise par messagerie électronique en date du 14/08/2025 comporte les membres du CODIR (dans la liste de diffusion du POI).

L'exploitant doit :

- transmettre chaque mise à jour à l'ensemble des services extérieurs à l'entreprise y compris lorsqu'il s'agit de modifications mineures ;
- transmettre le POI à l'adresse mail de l'astreinte de la DREAL en plus de l'unité départementale : msd.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Système d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V.d

Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alerte

Prescription contrôlée :

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

Constats :

Le site dispose de détections gaz et/ou de détection incendie. Celles-ci entraînent une alarme au poste de poste de gaz. Des alarmes manuelles peuvent être déclenchées par le personnel. Celui-ci dispose également du numéro de téléphone du poste de garde (inscrit sur chaque badge).

La personne au poste de garde traite cette alerte soit en demandant une levée de doute soit en déclenchant directement l'alarme générale du site comme cela est précisé dans le schéma d'alerte du POI. En séance, l'exploitant précise que la décision du déclenchement de l'alarme générale est réalisée par la personne au poste de garde en s'appuyant sur l'expertise d'un des 2 chefs de site présents sur site ou d'astreinte.

Les types d'alarmes remontées au niveau du poste de garde sont :

- déclenchement du sprinklage : tout le site est sous sprinklage que ce soit au niveau du bâtiment administratif, du laboratoire, de l'usine et du magasin. Seules 2 salles utilisant des poudres ne sont pas sprinklées mais des travaux sont en cours. La présence de sprinklage a été constatée lors de la visite de site au 3ieme étage dans la salle 352 et le couloir ainsi qu'au rez-de-chaussée dans le couloir et certaines salles de conditionnement visible depuis le couloir, dans la salle 211 (sprinklage à mousse car réserve de liquide inflammable), dans la zone picking (présent en inter-rack).
- détection incendie : essentiellement dans les locaux électriques type serveur (associée à une extinction automatique sous gaz) ainsi que sous les dalles du plafond dans les parties laboratoire ;
- détection de gaz type explosimétrie au niveau de la fabrication de liquide (notamment dans l'atelier utilisant de l'alcool). La présence de détecteur gaz a été constatée dans la salle 352 et la salle 211 lors de la visite de site.

<p>L'exploitant a contractualisé avec la société Sécuritas pour les missions relatives aux 2 postes de garde (entrée principales et entrée livraison). Les missions affectées aux postes de garde sont l'accueil des visiteurs ainsi que la surveillance et la gestion des alertes. L'équipe Sécuritas est composée de 15 personnes. Plus de la moitié d'entre elles sont présentes sur le site depuis plus de 10 ans. Malgré les changements de sociétés prestataires, l'exploitant a toujours fait en sorte que le personnel reste sur le site afin de capitaliser sur leurs connaissances du site.. L'ensemble du personnel Sécuritas est formé SIAP2 (Service de Sécurité Incendie et d'Assistance aux Personnes de niveau 2). Les 2 chefs de site sont en plus SIAP 3.</p> <p>Toutes les interventions de Sécuritas sont enregistrées sur un cahier en particulier lorsqu'une levée de doute est réalisée.</p> <p>Sécuritas réalise des audits auprès du personnel présent chez Coca-Cola. Ces audits permettent de maintenir les connaissances du personnel relatives aux procédures des gestions de situations d'urgence. Les audits sont réalisés tout le long de l'année et balayent 25 thèmes en lien avec la sécurité et la malveillance (que faites-vous en cas de vol de drone ? En cas d'alarme incendie ?...).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le POI devra être complété avec un plan des détecteurs et du réseau de sprinklage.</p> <p>Le POI devra également être complété afin de mieux identifier les rôles et missions des agents au niveau du poste de garde et des chefs de site (voir point de constat n°3).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Définition des responsabilités

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V.a et b</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liste des personnes responsables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle précédent, le poste de garde décide en lien avec le chef de site du déclenchement l'alarme générale d'évacuation. Il informe ensuite le SDIS, le service HSE et l'astreinte Coca-Cola (hors heures ouvrées).</p> <p>Après de déclenchement de l'alarme générale d'évacuation, le schéma d'alerte indique la mobilisation de facilitateurs de niveau 1, 2,3 et 4. Un schéma de l'organisation interne des secours précise les différents niveaux de facilitateurs :</p> <p>- niveau 1 : témoin et éventuellement première intervention (utilisation d'extincteur uniquement ou SST pour certaines personnes). Ce niveau peut être réalisé par tout le personnel ;</p>

- niveau 2 : chargé d'évacuation (guides et serre-files). Certaines personnes sont formées à ces rôles ;
- niveau 3 : opérationnels qui assureront les opérations de type coupure d'alimentation électrique ou de gaz. Le POI ne décrit pas précisément les personnes en capacité de réaliser ce niveau. En séance, l'exploitant indique 'il s'agit principalement du personnel de maintenance. Le POI ne prévoit pas d'organisation lors des quarts de nuit avec moins d'effectif ni le week-end sans personnel. Dans un compte-rendu d'exercice, il a été noté que le personnel de Sécuritas a manœuvré les vannes du réseau incendie.
- niveau 4 : gestion de crise, en charge de l'analyse de l'évènement et de préparer une réponse adaptée. En séance, l'exploitant indique que ce niveau est constitué par des personnes du CODIR (astreinte) et du service HSE.
- niveau 5 : communication des médias, il s'agit de membres de l'encadrement du site mais également du groupe Coca-Cola au niveau international.

Le chapitre sur le rôle et mission définit également le rôle du cadre de permanence. Celui-ci doit prévenir les contacts internes pour mettre en place si nécessaire une cellule de crise. Le POI n'indique pas le lien entre le cadre de permanence et les niveaux de facilitateur.

A plusieurs reprises dans le POI, les fonctions suivantes sont citées :

- le chef de site a pour rôle d'effectuer la levée de doute et de rendre au point de rassemblement pour vérifier le bon déroulement de l'évacuation ;
- le service HSE dénommé ESLP et le directeur du site sont alertés soit par le poste de garde soit par l'astreinte mais n'ont pas de rôle défini
- les consignes pour le cadre de permanence indiquent « si la décision est prise d'activer le POI, utiliser la fiche Réflex'02 », sans préciser qui prend la décision.

La fiche Réflex'03 du POI intitulé Rôle et Responsabilité décrit l'organisation de la cellule de crise (seules certaines missions sont reprises dans ce rapport) :

- IMCR Leader qui doit définir qui fait quoi et prendre les décisions.
- IMCR Facilitator : communication interne avec le management notamment au niveau groupe
- event recorder : tient la main courant
- communication coordinator : coordonne la communication a priori avec les médias et les salariés
- subject matters experts : des experts techniques pouvant être appelés
- emergency facilitators team : vise directement les facilitateurs de niveau 3 pour la mise en sécurité des installations.

A noter que lors de l'inspection, la fiche Réflex'03 n'a pas été citée. La mise en place d'une cellule de crise n'a pas été clairement évoquée. Les actions pouvant être réalisées en cas d'évènement sont présentées au point de contrôle n°7 du présent rapport.

Le POI ne décrit pas qui prend la décision de déclencher le POI ni sur quel critère.

En séance, l'exploitant indique que dans la pratique, les personnes du service HSE en lien avec le chef de site Sécuritas feront un point de situation au directeur du site qui prendra alors la décision.

Le POI décrit de nombreux rôles et missions sont faire le lien entre eux dans les différentes parties le constituant. Les missions décrites sont très générales mais ne permettent pas d'identifier clairement :

- qui prend la décision de déclencher le POI et de mettre en place une cellule de crise
- qui participe à la cellule de crise
- comment s'articulent les rôles et missions entre la cellule de crise et les facilitateurs de niveau 4.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a démarré la mise à jour de son POI. La version projet transmise par messagerie électronique en date du 14/08/2025 comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un schéma d'alerte modifié qui décrit dans la marche à suivre dans le cas d'un incident (G0 ou G1) et dans le cas d'un accident G2, G3 ou G4. Dans ce dernier cas, il est prévu qu'après la levée de doute, l'alarme générale soit donnée en parallèle de l'information au DOI qui prend la décision de déclencher le POI. La modification du schéma présente plus clairement le rôle de chacun dans l'alerte et le déclenchement du POI. Il est également fait référence au critère de la fiche GP pour la décision du déclenchement du POI. <p>Le POI doit être mis en cohérence avec le nouveau schéma d'alerte et clarifier le périmètre de chaque acteur du POI notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - décrire des fonctions et les missions associées à ses fonctions de manière claire et cohérente entre les différentes parties. Le cas de la prise de décision pour déclencher le POI et communiquer avec les autorités doit être explicite ; - identifier le vivier de personnes aptes à occuper les fonctions définies soit directement dans le POI soit dans un document interne à l'établissement ; - garantir la robustesse de cette organisation toute l'année en heures ouvrées et non ouvrées, y compris les week-end et jours fériés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Information de l'administration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V.e
Thème(s) : Risques accidentels, Information de l'administration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p>
<p>Constats :</p> <p>La fiche Réflex'02 intitulée « déclenchement du POI » recense les informations à transmettre aux autorités pour les informer du déclenchement du POI (nature des risques, de l'accident, moyens mise en œuvre, évolution possible). Cette information est réalisée par téléphone auprès de la préfecture du Var, du SDIS, du groupement de gendarmerie et de la DREAL PACA. Cette fiche ne comporte pas les coordonnées à jour de la DREAL PACA (UD et astreinte DREAL PACA)</p> <p>Le POI traite des aspects communications en lien avec les médias et non avec l'administration.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Suite à l'inspection, l'exploitant a démarré la mise à jour de son POI. La version projet transmise par messagerie électronique en date du 14/08/2025 comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la modification de la fiche reflex'07 « contacts téléphoniques » avec l'ajout du numéro de l'astreinte de Coca-Cola et la mise à jour des coordonnées de la DREAL (UD et astreinte téléphone et mail) - la modification de la fiche réflex'02 « déclenchement du POI » avec la mise à jour des coordonnées de la DREAL (UD et astreinte DREAL). <p>L'exploitant doit transmettre l'information du déclenchement du POI par l'envoi d'une fiche G/P par mail à l'adresse suivante : msd.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr</p> <p>Le POI devra être complété afin de prévoir l'information régulière de l'administration (SDIS, préfecture, DREAL) de l'évolution de la situation (cf. point de contrôle n°3).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Communication avec les services d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V.f</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Service d'urgence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p>
<p>Constats :</p> <p>La fiche reflex'04 intitulée « accueil des secours et marche générale des opérations » précise les actions attendues par les pompiers et celles à réaliser par Coca-Cola . Les actions à réaliser par Coca-Cola sont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'assurer que les secours ont été appelés - faire le point sur l'évacuation du personnel - se munir du plan ETARE et des plans détaillées de la zone - se mettre à la disposition du COS <p>Dans la salle de crise un tableau de suivi des actions est également disponible</p> <p>Par contre, il n'est pas indiqué quelle fonction du POI a en charge la réalisation de ces actions. Lors de la discussion en salle, il est précisé que le chef de site Sécuritas devrait accueillir les engins de secours par les voies dédiées et les guider sur le lieu du sinistre tout en fournissant les premiers éléments de situation. En journée, un facilitateur de niveau 4 peut également accompagner le SDIS dans leur intervention.</p> <p>L'organisation hors heures ouvrées n'est pas précisée dans le POI. Or, le chef de site Securitas ainsi que le facilitateur niveau 4 seront d'astreinte mais non physiquement présents sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a démarré la mise à jour de son POI. La version projet transmise</p>

par messagerie électronique en date du 14/08/2025 comporte :
- la mise à jour de la fiche reflex'00 « aide à la décision et conduite à tenir hors heures ouvrées ». Celle-ci détaille notamment les actions à réaliser par le cadre de permanence.

Le POI devra être mis à jour afin d'explicitier clairement les rôles et les missions en particulier en ce qui concerne l'accueil des secours. Une attention particulièrement sera portée sur les missions afférentes au chef de site Securitas qui n'est pas le DOI et le temps nécessaire pour gréer la cellule de crise une fois le POI déclenchée.

L'exploitant devra s'assurer que l'organisation prévue est opérationnelle en tout temps, y compris hors heures ouvrées.

L'inspection rappelle que le POI doit être un document auto portant et disponible auprès des différentes fonctions ayant un rôle à jouer. Les informations utiles présentent dans d'autres documents (comme le plan ETARE par exemple) devront être intégrées au POI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Lien avec EDD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe III.I.4.b

Thème(s) : Risques accidentels, Lien avec EDD

Prescription contrôlée :

Annexe III - I - 4 - b informations minimales devant être contenues dans l'EDD - dispositions communes

b) Organisation de l'alerte et de l'intervention ;

Description des moyens mobilisables internes ou externes ; description de toute mesure technique et non technique utile pour la réduction des conséquences d'un accident majeur.

Constats :

L'étude de dangers date de 2017. L'exploitant indique être en cours de mis à jour afin d'intégrer les dernières évolutions du site.

POI intègre l'ensemble des installations du site. Il reprend l'ensemble des scénarios majorants de l'EDD. Il a également été mis à jour régulièrement suite aux modifications du site en intégrant les scénarios associés y compris lorsqu'il n'y a pas d'effets hors site (cuve propane ou panneaux photovoltaïques sur le parking véhicule léger par exemple).

Le POI présente le tableau des phénomènes dangereux et les distances d'effets associés. Par contre, les zones d'effets de chaque scénario sont présentées dans le plan ETARE. Le plan général de l'ensemble des zones d'effets est présenté dans l'EDD. La procédure de gestion des situations d'urgence du 27 juin 2023 PROC 04728 permet de faire le lien entre les scénarios de l'EDD et le regroupement des scénarios présentés dans le plan ETARE (cartographie).

Il ressort des différents plans présentés que seuls 3 scénarios ont des effets hors site. 1 scénario impacte un terrain voisin avec des effets létaux significatifs, létaux et irréversibles. La mairie a

consulté Coca-Cola dans le cadre d'un permis de construire et des prescriptions constructives ont été imposés au tiers. 2 autres scénarios ont uniquement des effets de bris de vitre à l'extérieur du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite à l'inspection, l'exploitant a démarré la mise à jour de son POI. La version projet transmise par messagerie électronique en date du 14/08/2025 comporte : - le plan général regroupant l'ensemble des zones d'effets des scénarios issu de l'EDD.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stratégie d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V.c
Thème(s) : Risques accidentels, Mesure de prévention
Prescription contrôlée : c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
Constats : Le POI présente : - des fiches réflexes par thématique et non par accident (par exemple fiche réflex'10 « feu de liquides inflammables » ou la fiche reflex'15 « coupure électrique ») ; - la manière d'utiliser le logiciel pour accéder au FDS des produits (fiche réflex'19) ; - la tactique par grande typologie d'événements (incendie, explosion, déversement) (chapitre 6). Globalement, la stratégie du site est l'intervention sur un départ de feu par le personnel présent à l'aide d'un extincteur ou l'arrosage automatique par le système de sprinklage. Par la suite, l'intervention sur un incendie est réalisé directement par le service d'intervention du SDIS. Par sondage, la fiche reflex'10 « feu de liquide inflammable » a été regardée. La fiche présente 2 colonne, l'une correspondant aux attentes des sapeurs pompiers et l'autre aux actions à réaliser par Coca-Cola. Parmi ces actions, on retrouve l'évacuation du personnel, la vérification du bon fonctionnement de l'extinction automatique, la coupure de l'électricité. Comme indiqué précédemment, la fiche reflex' ne précise pas quelle fonction du POI est chargé de la réalisation de ces actions. En séance, l'exploitant nous précise que la personne Securitas du poste de garde reste à son poste pour suivre le comptage des personnes évacuées (badgeage sur le point de rassemblement) et les remontées d'information (type fonctionnement de l'extinction). Le chef de site Securitas se rend sur le point de rassemblement afin de s'assurer du bon déroulement de l'évacuation. Le facilitateur de niveau de 4 (a priori essentiellement le personnel du service HSE) présent au

point de rassemblement organisera la gestion de crise en demandant la réalisation des actions prévues dans les fiches réflex' aux personnels (facilitateur niveau 3) présents.

En dehors des heures ouvrées, le chef de site Sécuritas et le facilitateur niveau 4 sont d'astreinte mais pas physiquement présents sur le site. Le POI prévoit alors qu'il appelle des personnes pour la mise en place d'une cellule de crise. La fiche relex'07 présente la liste des constats téléphonique. Pour autant, le POI ne présente pas la fonction POI des personnes listées.

A noter également que le personnel d'astreinte n'a pas d'obligation d'être présent sur site dans un certain délai en cas de déclenchement d'une alarme ou d'un POI.

Une salle de gestion de crise équipée de paper board et disposant d'un POI et de plan en version papier est décrite dans le POI. Elle est située dans le bâtiment administratif. Pour autant, lors de l'inspection, il semblait que la gestion de crise sera prise en charge au niveau du point de rassemblement.

Lors de la discussion, il est ressorti que la gestion de crise repose principalement sur le personnel du service HSE et de Sécuritas. La cellule de crise telle que décrite dans le POI n'a pas été évoquée lors de l'inspection. L'inspection s'interroge sur l'efficacité du système reposant sur un nombre restreint de personnes. L'exploitant précise également que les facilitateurs de niveau 2-3-4 sont tous volontaires. Le volontariat n'est pas une mesure organisationnelle fiable et satisfaisante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme indiqué aux points précédents, le POI doit être mis à jour pour définir clairement les rôles et responsabilité de chacun. Cela inclut :

- de définir des rôles dans le cadre du POI ;
- de définir les personnes susceptibles de prendre ce rôle le jour de l'évènement ;
- de s'assurer que l'organisation permet de gérer une crise en dehors des heures ouvrées.

En outre le POI étant un document directif et opérationnel. Il doit :

- être purgé des fiches pédagogiques de portée trop générale ;
- être mis en œuvre par des personnels formés et compétents, c'est-à-dire ayant une connaissance technique suffisante pour accompagner le DOI dans ses prises de décisions.

Pour terminer, l'Inspection demande à ce que la salle de gestion de crise soit d'une part déconnectée des installations susceptibles d'être impliquées dans un sinistre, et d'autre part dotée de tous les équipements nécessaires à la fluidité des échanges entre les personnes de la cellule de crise et la mise en œuvre des actions prévues par le POI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Disponibilité des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des moyens

Prescription contrôlée :

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Constats :

Le POI décrit les moyens d'intervention présents sur le site. On pourra noter en particulier que la réserve d'eau incendie permet d'alimenter les RIA, le sprinklage et les poteaux incendie. Elle est reliée à l'eau de ville et donc réalimentée en permanence.

Le POI présente uniquement le plan des poteaux incendie.

Lors de la visite du site, il a été constaté le pré positionnement au sol des flexibles d'alimentation en eau des queues de paons autour de la citerne de GPL. Cela n'est pas cohérent avec la fiche Reflex'18bis « alimenter les lances « queues de paon » - protection de la cuve ou du camion GPL » qui prévoit le déploiement des tuyaux avant utilisation des équipements.

L'exploitant a présenté, en séance, le test réalisé par Uxello sur les poteaux incendie en date du 16 décembre 2022. Le test vérifie les débits obtenus pour chaque poteau dans la configuration avec 2 poteaux simultanément (240 m³/h) et avec 3 poteaux simultanément (120m³/h). Par messagerie électronique en date du 30/07/2025, l'exploitant a transmis les tests des poteaux incendie le 13/02/2024 au titre de l'année 2023. Les poteaux délivrent entre 378 et 389 m³/h unitairement, le débit descend à 240 m³/h avec 2 poteaux en simultanée et à 120m³/h avec 3 poteaux en simultanée. L'exploitant a précisé que les prochains tests seront réalisés en août 2025. Le test avec 2 et 3 poteaux en simultanée est réalisé par sondage (une seule configuration est testée).

L'exploitant a présenté le test réalisé en avril 2025 sur le système de sprinklage ainsi que le test sur le groupe motopompe réalisé le 27/02/2025. Celle-ci a été testée à un débit de 454 m³/h. Les tests n'ont révélé aucune anomalie et concluent à la conformité des équipements précités

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à l'inspection, l'exploitant a démarré la mise à jour de son POI. La version projet transmise par messagerie électronique en date du 14/08/2025 comporte :

- la fiche reflex'18bis modifiée pour intégrer la présence des tuyaux d'alimentation en eau pré-positionnés ;
- la mise à jour du plan des poteaux incendie du site.

Le POI devra être mis à jour avec le plan d'emplacement des systèmes d'extinction.

L'exploitant doit disposer d'un programme pluriannuel de contrôle sur 3 ans pour tester de façon périodique et en simultané l'ensemble des poteaux incendie du site.

L'exploitant doit justifier que les débits des poteaux incendies permettent l'intervention des services de secours y compris lorsque le système de sprinklage est en fonctionnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Action régionale 2022 POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées pour services de secours

Prescription contrôlée :

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. [...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

L'exploitant utilise l'outil SAP pour la gestion des stocks au quotidien. Il peut en faire une extraction pour disposer de l'état des stocks journaliers. La marche à suivre pour réaliser cette extraction est décrite dans le POI.

L'extraction présentée en séance ne répond pas aux objectifs de l'arrêté ministériel. En effet, 2 fichiers sont nécessaires pour avoir d'un côté l'inventaire des ingrédients et de l'autre côté les produits finis. Or, ces 2 produits sont physiquement présents au même endroit. Lors de la visite de site, le premier emplacement visé n'a pas pu être comparé à l'état des stocks car il s'agissait de matière première et que seul l'état des stocks des produits finis avaient été pris. La séparation de

ces 2 types de produits rend la lecture d'un état de stocks complexe en cas de gestion de crise.

L'extraction brute présente la quantité stockée en kg et en litre, une dénomination propre au site, les phrases de risques associées, la localisation précise jusqu'à la rangée de rack au niveau du hall de stockage. Une ligne par lot est renseignée. Lors de la visite de site, il a été vérifié par sondage une référence produit sur un emplacement. Nous avons constaté une différence, elle correspond à l'encours de la journée.

Le plan de localisation des produits dans le POI est cohérent avec les dénominations utilisées dans l'état de stocks.

Bien que les informations soient présentes, l'extraction présentée ne peut pas être utilisée directement.

L'état des stocks synthétique communicable au public n'est pas prévu. L'exploitant indique que la cellule en charge de la communication avec les médias se chargera d'effectuer ce travail bien que le POI ne le prévoit pas clairement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à l'inspection, l'exploitant a :

- transmis une fiche état de stocks synthétique CCM : cette fiche contient un plan des stockages et prévoir un tableau de synthèse avec les quantités par zones de stockage en fonction des rubrique ICPE et phrases de risques.
- démarré la mise à jour de son POI. De plus, il a indiqué par message électronique en date du 4 septembre être en cours de modification de son état des stocks afin d'automatiser la synthèse des données via un powerBI. afin de centraliser dans un seul tableau les données.

La mise à jour de l'état des stocks doit être poursuivie afin par exemple de présenter l'ensemble des matières stockées dans une cellule de stockage par typologie de risque. Le lien avec les rubriques de la nomenclature devra également apparaître.

L'état des stocks devra être complété avec les stockages fixes de type palette / carton / benne de déchets et les plans devront être mis à jour en cohérence.

L'inspection rappelle que l'état des stocks doit être accessible à tout moment y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation (par exemple avec une extraction automatique disponible via un cloud).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Mesures d'atténuation hors site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V.h

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures hors site

Prescription contrôlée :

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
Constats : Un seul scénario a des effets létaux hors site. Ceux-ci ont été intégrés dans le cadre de la demande de permis de construire. Deux scénarios ont des effets bris de vitre à l'extérieur du site et impactent la route desservant le site. Compte tenu de la cinétique et de l'intensité des effets, le POI ne mentionne pas de mesure particulière pour soutenir les mesures d'atténuation hors site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V.j
Thème(s) : Risques accidentels, Remise en état
Prescription contrôlée : j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté. Rappel article 5 : - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
Constats : Le POI liste les entreprises, les numéros de téléphone et les domaines de compétence dans le cadre de la remise en état. Par exemple la société CNH pour le nettoyage après sinistre.es
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V.g
Thème(s) : Risques accidentels, formation
Prescription contrôlée : g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
Constats : En séance, l'exploitant a exposé les différentes formations mises en place sur le site.

<p>Une formation est dispensée à tout nouvel arrivant. Pendant 2 heures, les principales règles de sécurité / sûreté / qualité sont présentées. La présentation a été rapidement balayée lors de l'inspection. Il est par exemple présenté le type de dangers des produits, leur localisation, les risques liés aux zones ATEX...</p> <p>Pour certains postes, une formation spécifique est obligatoire. Par exemple, une personne prenant un poste de type maintenance devra suivre une formation sur la consignation des énergies (électricité / gaz).</p> <p>L'ensemble du personnel suit une formation aux extincteurs 1 fois par an.</p> <p>L'ensemble du personnel participe a minima 2 fois par an à un exercice d'évacuation. Les exercices sont organisés de sorte que l'ensemble des postés participent à cet exercice / formation.</p> <p>Toutes les personnes en CDI et CDD doivent prendre connaissance des documents de la société dont la conduite à tenir en cas d'évacuation et le POI. De plus, ils sont informés des mises à jour de ces documents.</p> <p>Une formation est organisée pour les facilitateurs de niveau 2-3-4. A cette occasion, leur rôle est précisé en détail mais de manière théorique. A partir de 2026, l'exploitant souhaite mettre en place des exercices pratiques. Une formation initiale a été réalisée en 2022 (beaucoup de nouveaux arrivants). Il n'y a pas encore eu de recyclage. Aucune procédure ne définit la formation et le recyclage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complètera son POI ou créera une procédure indépendante afin de définir les différentes formations en lien avec la gestion des incidents / accidents et en particulier le POI. Pour les agents affectés à des postes/fonctions impliqués dans la mise en œuvre du POI, un parcours de formation doit être établi et être jalonné d'exercices pratiques. Une périodicité pour le recyclage de cette formation sera également définie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Exercice POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.[...]</p>

Constats :

La procédure de gestion des situations d'urgence du 27 juin 2023 PROC 04728 présente les exercices réalisés :

- exercice d'évacuation réalisée annuellement pour chaque poste
- exercice d'intervention organisés ponctuellement pour le personnel d'intervention

La procédure ne prévoit pas d'exercice POI.

Le groupe Coca-Cola réalise des exercices sur table avec les membres du CODIR et du service HSE afin de tester certains scénarios pouvant être gérés par la cellule de crise. Le dernier exercice a été réalisé le 24/05/2024 et portait sur l'impact d'un manque d'eau et des manifestations impactant la sûreté et la sécurité du site.

Sécuritas réalise des exercices auprès de son personnel.

Lors des exercices d'évacuation, il peut être demandé au personnel d'intervention de jouer la mise en place de moyens d'extinction. Par exemple, lors d'un exercice il a été demandé de déployer la queue de paon autour de la cuve de GPL.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit modifier sa procédure pour inclure un exercice POI a une fréquence a minima tous les 3 ans. Un premier exercice devra être réalisé avant le 1^{er} janvier 2026. Celui-ci devra permettre de tester la coordination entre l'ensemble des acteurs du POI depuis le poste de garde jusqu'à la cellule de crise.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois